

sabilité et un rôle plus important à jouer dans notre société.

Les moyens de communication appartiennent véritablement au public, et il faudrait que le public les utilise. Dans le journal, la rubrique «lettre à la rédaction» constitue une tentative, certes plutôt faible, dans le sens de la participation du public, en en faisant un moyen de communication véritable, elle suggère un dialogue. Où est la rubrique «lettre à la rédaction», à la télévision? Il se passe tant de choses dans le monde, que toutes sortes de talents ne profitent jamais de la télévision. Il ne s'agit pas seulement d'un droit d'accès garanti par des jugements rendus en cour, il s'agit d'apprendre, à l'école, à se servir de bandes audio et vidéo, et de films. C'est en mettant à leur disposition les moyens de production qu'on permettra aux citoyens d'utiliser la télévision. C'est en les invitant, en les priant de venir, parce que très peu de gens se croient capables de venir. C'est en descendant dans la rue avec l'enregistreur, et en parlant avec les gens. En tenant la rubrique des événements et des affaires, tels qu'ils se produisent, en organisant, sur des questions d'intérêt général, des discussions qui, sinon, n'auraient jamais eu lieu, et en rapportant celles qui se tiendraient de toute façon littéralement, en restituant au public le moyen de communication, pour lui insuffler le sens de la communauté et réduire le sentiment d'aliénation qui prévaut aux États-Unis, spécialement dans les grandes villes.

C'est ce que la télévision devrait faire, mais elle ne le fait pas présentement.

**Le sénateur Prowse:** Le problème n'est-il pas que toute l'industrie des communications est là, de nos jours, pour toucher les dollars des commanditaires?

**Le commissaire Johnson:** Exactement.

**Le sénateur Prowse:** C'est là le fond du problème, et, si nous le résolvons, alors nous n'aurons plus à éduquer les gens, si bien qu'ils vont exiger que les industries des divertissements, de l'éducation et de l'information soient séparées, dans le domaine électronique, de l'industrie de la publicité; sinon, nous sommes pris dans un cercle vicieux, dont nous ne savons sortir?

**Le commissaire Johnson:** Bien, si je peux répondre à cela, Monsieur le président.

**Le président:** Mais oui, certainement.

**Le commissaire Johnson:** Il y a aux États-Unis un nouveau magazine, intitulé *Scanlon's*, que certains d'entre vous ont peut-être vu. Je l'ai vu ici sur les tribunes. Le rédacteur en chef de ce magazine siégeait récemment à un

débat avec moi à New York. Il suggéra la notion de pollution de la presse, qui consistait, selon lui, à publier une abondance de matière dont le public n'a, en fait, pas besoin, et qu'il n'a pas envie de lire, uniquement pour remplir des magazines qui servent à véhiculer de la réclame. Il me faisait remarquer les sommes folles que les magazines dépensent pour attirer de nouveaux abonnés, les très bas prix qu'ils demandent, et ainsi de suite. Beaucoup de gens s'abonnent à des magazines qu'ils ne veulent pas vraiment, parce qu'ils ne sont pas trop chers, et bien qu'ils ne les intéressent pas particulièrement.

Il proposait donc que nous ayons aux États-Unis un moratoire de six mois, pendant lesquels il n'y aurait de réclame dans aucun magazine. Les prix de vente et d'abonnement de tous les magazines devraient couvrir leurs frais de production et donner un profit.

À la fin de ces six mois, nous verrions combien de magazines auront subsisté. Ces magazines qui auront subsisté, auront eu de l'importance pour le lecteur, pour qu'il ait accepté de payer ce qu'il obtenait—sa quote-part de ce qu'il obtenait. Ces magazines seraient alors autorisés, dans une mesure raisonnable, à revenir à la publicité.

Alors, je pense qu'on peut s'imposer la même règle, quant à la télévision, ce qui est, en partie, ce que vous suggérez.

**Le sénateur Prowse:** C'est une histoire bien intéressante, mais je me demande si elle est tout à fait valable.

**Le commissaire Johnson:** Je ne vous suggère naturellement pas de proposer ce remède particulier.

**Le sénateur Prowse:** Non.

**Le commissaire Johnson:** Mais seulement une sorte d'analyse du problème.

**Le sénateur Prowse:** Pas seulement ce type d'analyse, mais nous avons, aujourd'hui, deux problèmes. L'un est la tendance à utiliser tous les moyens pour faire de la réclame pour tout, et pour satisfaire à ce besoin, nous avons eu un complet avilissement du moyen de communication qui pourrait être d'une valeur fantastique pour le public. Chacun en a un peu marre, et c'est ainsi qu'à la fin, la télévision se défait elle-même.

**Le président:** Bon, peut-être puis-je, à ce point de la discussion, vous interrompre, juste pour vous dire que je pense que nous allons suspendre la séance jusqu'à 4 heures et 25 minutes. Nous reprendrons dans dix minutes. Merci.